

**Secrétariat Uniterre**

Av. du Grammont 9  
1007 Lausanne  
Tél : 021 601 74 67  
Fax : 021 617 51 75  
[info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)  
[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

**Aux médias**

Lausanne, le 9 décembre 2011

**Marre de cette mafia laitière! Revendiquons la force obligatoire pour gérer notre production.**

C'est la débâcle. L'industrialisation de la production laitière est en route ! L'interprofession du lait est dans l'impasse. Plus personne n'a de solution pour résoudre la crise laitière. La Fédération suisse des producteurs de lait s'est retirée de l'organisation de peur de perdre la face vis-à-vis de ses membres, insatisfaits pour la plupart de la situation. Plus personne, sauf les acheteurs, ne maîtrise le marché. Les paysans sont divisés parce qu'ils sont plus ou moins liés de manière individuelle aux entreprises par des actions, des contrats pour ne pas parler d'accointances. Les prix d'achat diffèrent d'une usine à l'autre, avec parfois des différences de plus de 10 ct/kg pour du lait de même qualité et qui finira de toute manière sur les gondoles des deux grands distributeurs. Pour couronner le tout, les producteurs paient de leur poche, avec l'appui inconditionnel du Conseil fédéral, des subventions à l'exportation sans pour autant avoir le droit de moins produire !

Cette obligation d'augmenter la production fait qu'il y a aujourd'hui 30'000 vaches en trop. Ces vaches donnent des veaux. Ces veaux ne peuvent être absorbés par le marché. Pour cette raison chaque semaine des centaines de veaux, âgés de quelques jours sont tués. L'IP-Lait, la grande distribution, les transformateurs et acheteurs sont complices, car ils empêchent toutes tentatives de réduire la quantité de lait et par conséquent le nombre de vaches et de veau. Voilà la situation, bien moins reluisante que ce que certains spots publicitaires souhaitent faire passer.

Aujourd'hui des familles paysannes, soutenues par la majorité des citoyens de ce pays, en ont marre de cette situation et viennent le dire à Berne. Elles sont désabusées car elles n'ont jamais cru au fonctionnement de cette interprofession et au modèle de régulation par la segmentation. Elles ont proposé des solutions qui jusqu'ici sont restées lettre morte. Elles en veulent aussi à leurs leaders politiques et aux structures qu'ils représentent pour leur passivité, leur ton rassurant jusqu'à en devenir infantilisant. Pour symboliser leur désapprobation elles souhaitent donner un grand coup de botte dans leur filière, afin que leur solution soit entendue et appliquée afin que cesse cette mafia laitière.

**Cette solution est la mise en place d'un système de régulation des quantités flexibles, qui permet d'attribuer ou de retirer rapidement des droits de produire, en fonction des prix et des besoins du marché. L'objectif étant d'éviter la surproduction et les prix de dumping à l'exportation qui en résultent. Cette solution permettrait par exemple de retirer actuellement 8 à 10% des droits de produire. Selon un principe de solidarité entre producteurs, ces retraits ne devraient pas mettre en question la viabilité économique des exploitations qui les produisaient jusqu'alors. Afin que cette mesure puisse se déployer dans tous le pays, elle requière un soutien politique fort ainsi que la force obligatoire du Conseil fédéral.**

Un tel système est en accord avec le principe de la souveraineté alimentaire de la Via Campesina qui revendique entre autre comme principe de base de la rémunération équitable des familles paysannes et l'abandon de toute forme de subvention à l'exportation. Cette solution satisfait autant les familles paysannes que les citoyens de ce pays, qui souhaitent des produits de qualité, de proximité à prix abordable et des prix équitables pour leurs paysans. L'industrie y trouve aussi ses avantages puisqu'elle peut mieux planifier les volumes à transformer et minimiser ses coûts, notamment ceux liés au stockage des produits à faible valeur ajoutée qu'elle n'arrive pas à exporter, comme le beurre ou la poudre de lait. De plus ce système ne remet pas en cause l'exportation de produits à haute valeur ajoutée.

Contacts presse :

*Pierre-André Tombez, Président, 079 634 54 87 (f)*  
*Patrice Dubosson, producteur, commission lait 079 418 77 85 (f)*  
*Nicolas Bezençon, secrétaire 079 574 54 12 (f)*  
*Rudi Berli, secrétaire 078 707 78 83 (d)*  
*Ulrike Minkner, Vice-présidente, 032 941 29 34 (d)*